



CHAPITRE 85

Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil

[Sanctionnée le 21 février 1957]

Préambule.

ATTE^{NDU} que la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire de modifier sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 71, modifiée par les lois 3 George V, chapitre 64; 8 George V, chapitre 90; 10 George V, chapitre 94; 13 George V, chapitre 96; 20 George V, chapitre 115; 25-26 George V, chapitre 126; 5 George VI, chapitre 78; 9 George VI, chapitre 82; 12 George VI, chapitre 60; 14 George VI, chapitre 97; 14-15 George VI, chapitre 82, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 79, afin de lui accorder de nouveaux pouvoirs pour la bonne administration des affaires de la cité;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
1909,
a. 5705,
remp.
pour la
cité.

1. L'article 5705 des Statuts refondus de 1909, remplacé pour la cité de Longueuil, par l'article 4 de la loi 8 George V, chapitre 90, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Dépôt.

"5705. Les estimateurs déposent au bureau du conseil le rôle d'évaluation aussitôt après sa confection et avis public de ce dépôt est donné par le greffier ou le secrétaire-trésorier dans les deux jours

CHAPTER 85

An Act to amend the charter of the city of Longueuil

[Assented to, the 21st of February, 1957]

WHEREAS the city of Longueuil, in the county of Chambly, has, by its petition, represented that it is necessary to amend its charter, the act 7 Edward VII, chapter 71, amended by the acts 3 George V, chapter 64; 8 George V, chapter 90; 10 George V, chapter 94; 13 George V, chapter 96; 20 George V, chapter 115; 25-26 George V, chapter 126; 5 George VI, chapter 78; 9 George VI, chapter 82; 12 George VI, chapter 60; 14 George VI, chapter 97; 14-15 George VI, chapter 82, and 2-3 Elizabeth II, chapter 79, in order to grant it new powers for the proper administration of the cities affairs for the purpose of giving it more extensive powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 5705 of the Revised Statutes, 1909, replaced for the city of Longueuil, by section 4 of the act 8 George V, chapter 90, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
1909,
a. 5705,
replaced
for city.

"5705. The assessors shall deposit the valuation roll in the office of the council, immediately after its completion; and public notice of such deposit shall be given by the clerk or secretary-treasurer

Deposit.

suivants. L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants durant les trente jours qui suivent celui du dépôt, et cet avis mentionne les jours et l'endroit où ledit rôle sera révisé."

during the two days following. The notice shall state that the roll will remain open to the examination of parties interested, or their representatives, for the thirty days next following its deposit, and such notice shall mention the days when and the place where the said roll will be revised."

S.R.,
c. 233,
aa. 68a-
68c, aj.
pour la
cité.
Commis-
sion spor-
tive.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 68, les articles suivants:

"68a. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission sportive, composée de cinq membres, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Durée
d'office,
etc.

Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services sont gratuits.

Pouvoirs,
etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Secré-
taire.

Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Appro-
bation.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil.

Commis-
sion d'ur-
banisme.

"68b. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission d'urbanisme, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 68, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 68a-
68c,
added
for city.
Sports
commis-
sion.

"68a. The council is authorized to establish by by-law a sports commission composed of five members one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Duration.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Term of
office, etc.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.

Powers,
etc.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Secretary.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Approval.

Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council.

Town-
planning
commis-
sion.

"68b. The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission composed of not less than five members nor more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Durée d'office, etc.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.	Term of office, etc.
Pouvoirs, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Powers, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.
Approbation.	Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.	Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council.	Approval.
Commission de l'industrie et du tourisme.	"68c. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission de l'industrie et du tourisme, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.	"68c. The council is authorized to establish by by-law a tourist and industrial commission composed of not less than five members nor more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.	Tourist and industrial commission.
Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Durée d'office.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.	Term of office.
Pouvoirs, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Powers, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.

Approval.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil."

Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council." **Approval.**

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Circulation.

3. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

"11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

Enlèvement de véhicule stationné illégalement.

"11°b Pour enlever, remorquer tout véhicule stationné illégalement qui nuirait aux travaux ou opérations de la cité et au besoin, le touer ailleurs, y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage qui ne devront pas excéder dix dollars dans chaque cas."

3. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"11a. To interrupt traffic in the streets of the city when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

Traffic.

"11b. To remove and tow any vehicle parked illegally which would hinder the work or operations of the city and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs which shall not exceed ten dollars in each case."

Removal of vehicle illegally parked.

S.R.,
c. 233,
a. 502a,
aj. pour
la cité.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 502, le suivant:

Avis du locataire quittant les lieux.

"**502a.** Tout locataire ou occupant, sujet à la taxe de locataire ou d'occupant, doit donner avis écrit au secrétaire-trésorier de la cité, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, il reste sujet à ladite taxe pour l'année courante. S'il le fait, le conseil, sur preuve qu'il a effectivement évacué le local, doit rayer son nom comme locataire ou occupant dudit local et, si un nouveau locataire ou occupant en prend ensuite possession, inscrire le nom de ce dernier, pour avoir effet à compter de cette prise de possession. Celui-ci est dès lors assujéti à la taxe pour la proportion de l'année restant à courir. Le locataire ou occupant précédent, s'il a donné ledit avis, n'est responsable de cette taxe que pour la partie de l'année pendant laquelle il a occupé le local, et s'il a payé la taxe pour une plus longue période, il peut obtenir de la municipalité le remboursement de ce qu'il a payé au-delà de sa période d'occupation."

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 502, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 502a,
added
for city.

"**502a.** Any tenant or occupant subject to the tenant's or occupant's tax shall give to the secretary-treasurer of the city a written notice that he abandons or leaves the premises subject to the tenants' or occupant's tax. If he does not do so, he shall remain subject to the said tax for the current year. If he does so, the council shall, upon a proof that such person has effectively evacuated the premises, strike out his name as tenant or occupant of the said premises, and, if a new tenant or occupant takes possession thereof later on, enter the name of the latter, to be effective from such taking of possession. The latter is then subject to the tax for the remaining portion of the current year. The former tenant or occupant, if he gave the said notice, is liable to such tax only for the part of the year during which he occupied the premises, and, if he has paid the tax for a longer period, he may obtain from the municipality the reimbursement of what he has paid over such period of occupation."

Notice by tenant leaving premises.

S.R.,
c. 233,
a. 526,
rempl.
pour la
cité.
Commer-
ces, etc.

5. L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"526. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever certains droits ou taxes annuels sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit ou d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la cité. Ces droits ou taxes peuvent, à la discrétion du conseil, être imposés à une somme fixe sur tous les genres ou sur certains genres d'occupations sujets à tels droits ou taxes; ou à une somme proportionnée à la valeur annuelle cotisée de l'immeuble ou de toute partie d'icelui, occupée pour leur exercice ou exploitation, ou imposée sous les deux formes à la fois et peuvent être différents ou plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la cité que pour celles qui y résident, pourvu toutefois, que dans aucun cas, la somme fixée n'excède deux cents dollars et que la somme proportionnée à la valeur annuelle de l'immeuble occupé pour leur exercice ou exploitation n'excède dix pour cent de cette valeur ou mille dollars."

Objets
non ré-
clamés.

6. La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués par ses officiers de police ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir.

Respon-
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

Destruc-
tion.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande, ou à cause de

5. Section 526 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526,
replaced
for city.

"526. The council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the city. Such dues or taxes may, in the discretion of the council, be imposed at a fixed rate upon all kinds or upon certain kinds of occupations subject to such dues or taxes or at a sum proportionate to the annual assessed value of the immoveable property or of any part thereof, occupied for the exercise or working of such occupation or may be imposed under both forms at the same time, and may be different or higher for persons who have not resided in the municipality for twelve months than for persons residing therein, provided, however, that in no such case shall the sum fixed exceed two hundred dollars and the sum proportionate to the annual value of the immoveable occupied for such occupation or working shall not exceed ten per cent of such value or one thousand dollars."

Trades,
etc.

6. The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the city has had to provide.

Un-
claimed
objects.

If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have made.

Liability.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the

Destruc-
tion.

l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

illegality of their possession or of their unlawful use, such objects may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation.

Aménagement de sous-sols.

7. Nonobstant toute loi ou tout règlement à ce contraire, l'aménagement des sous-sols pour fins d'habitation est permis pourvu que ce soit dans une résidence et que soient respectées les prescriptions des lois et des règlements provinciaux relatifs à l'hygiène.

7. Notwithstanding any law or by-law to the contrary, the fitting up of basements for dwelling purposes shall be permitted provided it is within a residence and that the provisions of the provincial laws and regulations respecting hygiene are observed.

Entrée en vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.